L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
VENDREDI MATIN, 1er. JUILLET 1836.

POUR PRESIDENT.

M. VAN BUREN.

POUR VICE-PRESIDENT :

RD. M. JOHNSON.

"Je préfère que non seulement vous, mais la population entière des Etats-Unis compense bien à présent que, si le désir de ceux qui veulent m'élever à la suprême magistrature était satisfait, je devrai, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours Inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Columbia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrai la résolution que rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet." *Martin Van Buren.*

Nous nous félicitons de voir le nom de M. Félix de Armas annoncé comme candidat à la Législature prochaine, et étant bien persuadés de son élection, nous pendant pour lui les diminuer la chance des autres candidats à bonnes intentions et à vues libérales, M. F. de Armas nous a autorisés à annoncer qu'il retirait son nom de la liste.

Nous sommes autorisés par M. Donatien Augustin à annoncer qu'il n'est pas candidat pour la place de représentant à la législature.

Nous sommes autorisés à annoncer que M. Charles Révolte n'est pas candidat pour la place de représentant à la Législature prochaine.

La Nouvelle Orléans n'a jamais été à pareille époque aussi calme. Si le nombre des accidents ou des assassinats qui se commettent de temps à autre, diminuait, on n'y ferait rien à peine des inhumations par semaine. Quelques médecins avec lesquels nous avons conversé sont d'opinion que les maladies que nous pourrons avoir à craindre seront probablement d'une nature très bénigne.

Cent actions de la Banque des Etats-Unis ont été vendues à New-York, le 14 de juin 8150 l'action.

Le conseil municipal du bill pour réorganiser le département de la poste a été repris dans la séance du Sénat du 14. Plusieurs amendemens faits au bill [illegible] par le comité ayant été acceptés, une seule, relativement à l'inconvenance de réduire les salaires des maîtres des postes, et particulièrement celui de la Nouvelle-Orléans, et de leur enlever les revenus provenant des boîtes à lettres. Ce bill a été déposé sur le bureau.

Le bill concernant les dépôts publics a été pris en considération et le blanc relatif au montant à réserver dans le trésor a été rempli par 50,000,000. Sur motion de M. Wright, ce bill fut encore renvoyé à un comité, avec instructions de le diviser en deux différens bills, afin de faire la distribution du surplus le sujet d'un bill, et du règlement des dépôts dans les banques le sujet de l'autre ; cette motion a été emportée de 23 contre 20.

Dans la Chambre, M. Haynes a fait la motion de prendre la résolution relative à l'ajournement de la session, quelques objections ayant été faites à ce que la motion de suspendre le règlement : elle a été ont voté pour, et 47 contre. Cette résolution fixant le 29 de juin pour l'ajournement ayant été lue, des amendemens ont été introduits et finalement le 9 JUILLET a été le jour fixé pour l'ajournement *sine die*. Cette résolution ainsi adoptée fut envoyée au Sénat pour lui demander son concours.

Nouvelles d'Europe, de huit jours plus récentes.

Le navire Indépendance parti de Liverpool le 24 de mai, est arrivé à New-York le 13 juin.

En Angleterre, le bill de la Corporation Irlandaise a reçu de très amendemens durant chambres des Lords et a tellement placé les pouvoirs de la Corporation entre les mains du Lord Lieutenant, qu'on peut le considérer comme rejeté ; cette mesure a placé les deux chambres dans une opposition si directe que l'on craint voir se renouveler les scènes du Protectorat sous Cromwell, la dissolution de la Chambre des Lords, l'abolition de la pairie et l'abrogation des lois des droits d'aînesse.

M. O'Connell a été réélu au parlement ; en prenant son siége, il donna avis que le 21 de juin, il ferait la motion pour présenter un bill pour réformer la Chambre des Lords. Peu d'instans avant l'ajournement, M. Grattan Prince donna avis que lorsqu'il serait question de nommer le comité sur les allocations, il ferait la motion de faire payer du journal de la Chambre le profit de lui de M. O'Connell, comme étant contraire aux principes de la constitution, dérogatoire à la dignité du parlement, et un abus des privilèges de la Chambre des Communes.

—En Espagne, tous les ministres ont résigné, par suite du refus de la reine de consentir à de certaines réformes proposées par eux. La reine a accepté leur démission, et a remis à M. Somerez la formation d'un nouveau cabinet.

—Aux dernières nouvelles, le général Evans continuait à occuper la position près d'Irnani. Le général carliste Eguia qui avait formé un corps nombreux à Ernani, dans l'intention d'attaquer la légion britannique, n'fait une contre marche le 11 de mai : on supposait que d'après le plan d'opérations combinées, Córdova avait effectué ce changement en faveur du général Evans.

—Des débats fort animés ont eu lieu le 10 de mai à la Chambre des Députés, au sujet du maniement des cent millions mis à la disposition de M. Thiers, qui devaient être employés aux travaux publics et aux mêmes. Le résultat a été le triomphe de M. Thiers et la défaite des doctrinaires. Cent cinquante-cinq membres contre cent ont adopté le bill accordant des allocations supplémentaire que demandait M. Thiers et que l'opposition lui refusait sous prétexte que les sommes déjà votées pour ces travaux avaient été mal employées.

Les ducs d'Orléans et de Nemours ont été gracieusement reçus à Berlin par le roi de Prusse, et avec enthousiasme par le peuple.

Nous avons reçu la nouvelle de la perte du navire Charles, de Charleston, parti de Liverpool pour un port des Etats-Unis, ayant à son bord plus de trois cents passagers. Le navire avait un pilote d'instans ; seulement douze hommes de l'équipage se sauvèrent dans un canot.

La malle de Montgomery nous apporte la terminaison de la seconde guerre des Creeks. Il paraît qu'un corps considérable de ces Indiens s'est rendu et qu'ils leurs autres compagnons ne tarderont pas à suivre leur exemple. Nous espérons qu'il ne leur sera plus permis de parcourir notre territoire, et qu'un nombre suffisant de troupes des Etats-Unis sera retenu pour les faire transporter au-delà du Mississipi. Les Indiens n'ont aucun droit à notre confiance et ne n'est qu'de leur incapacité de le traiter, que nous pouvons les retenir en respect.

CONSEIL DE LA 3me. MUNICIPALITE.

Séance du 29 juin 1836.

Les membres présens sont Messrs le Recorder, Devillevaud, Lorieux, Marigny et Kirkham.

La procès verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Le secrétaire donne lecture de la lettre de M. Mazureau demandant la place de commissaire de la batture, cette lettre a été renvoyée au comité des améliorations.

Lecture est faite de deux lettres de M. R. Saligny, relatives à la propriété de l'Esplanade ; sur les renseignemens fournis par le Recorder ces deux lettres ont été déposées sur le bureau.

Les résolutions suivantes, présentées par M. Duvigneaud ont été adoptées après dispensation des règles.

Résolu, que le conseil accepte des offres faites par plusieurs personnes à différentes époques de leur terre, nécessaire à l'ouverture de la rue de l'Esplanade, aux conditions de celle faite par M. Bernard Marigny, acceptée la somme de 100 piastres demandée par M. Raynal.

Le tout

De Antoine Raynal, en date du 29 juin 1836.
De veuve Mathé, de
De Charlinette Duval de
De veuve Dupuy de
De B Cooper, en date du 30 juin 1836.

Résolu, que le maire est autorisé à passer avec les personnes ci-dessus nommées les actes nécessaires et qu'il soit en plus autorisé à faire sous la direction de voyer les travaux que nécessite l'ouverture de ladite rue de l'Esplanade sur les terres ainsi cédées.

Résolu qu'il est aussi autorisé à contracter pour la confection des banquettes au coté nord et gutter sur ladite rue de l'Esplanade.

La résolution suivante, mise à l'ordre du jour a été remise à la prochaine séance :

Résolu que le troisième article de l'ordonnance adoptée par le conseil général dans sa séance du 8 courant concernant la subdivision des droits des levées, alors en force, le conseil de la troisième municipalité ne devant être considéré comme annulé quant à ce qui concerne la 2me. municipalité.

Les résolutions suivantes présentées par M. Elkhaw, ont été mises à l'ordre du jour pour la séance prochaine.

Résolu que les gravels et gutter soient, qui doivent être posés par Mrs. Peters et Millard, devront être exécutés par les [illegible] municipalités, dûment autorisés par leur conseil, bien entendu que lesdites municipalités s'entendront à régler directement avec Mrs. Peters et Millard, pour le prix que couteront lesdites pierres, conformément au contrat passé par l'administration, et pourvu aussi que Mrs. Peters & Millard soudentent à cet arrangement.

Résolu que la résolution des commissaires de la caisse d'amortissement, générale, [illegible] les curb et gutter [illegible] qui doivent être posés par Mrs. Peters et Millard, conformément au contrat fait au nom de la ville, et qui doivent être réparties entre les trois municipalités, sous la surveillance de leur voyer respectif, est et demeure approuvée, et que le maire soit dûment autorisé à tirer son mandat sur le trésorier pour toutes les pierres reçus par cette municipalité en vertu de ladite résolution des commissaires de la caisse d'amortissement générale.

Il est de plus résolu que le résidu du contrat fait entre l'ancienne corporation et M. John Minturn, et qui, jusqu'à présent n'a pas encore été exécuté soit annullé, en ce qui concerne cette municipalité ; pourvu que la première et seconde municipalité y consentent.

Les résolutions qui suivent, mises à l'ordre du jour pour la prochaine séance ont été présentées par M. Duvigneaud :

Résolu que la garde de la troisième municipalité sera composée de quarante six hommes, y compris les officiers et les lampistes et sera divisée comme suit :

Un capitaine ayant un salaire de $100 par mois,
Un lieutenant ayant un salaire de 80,
Un sous lieutenant ayant un salaire de 70,
Un premier sergent ayant une solde de 50,
Un second sergent, ayant un salaire de 46,
Un troisième sergent ayant un salaire de 46,
Un premier caporal, do. de 40,
Un second do do 40,
Un troisième do do 40,
Trente-sept hommes y compris les lampistes restant chacun $35 par mois.

Le capitaine ayant sous ses ordres le sous lieutenant, le second sergent, le premier caporal et vingt hommes commandera toute la garde et sera stationné au poste Marigny.

Le lieutenant ayant sous ses ordres le 3me. sergent, le second caporal et douze hommes, sera stationné au poste Washington.

Le premier sergent ayant sous ses ordres le troisième caporal et cinq hommes, sera stationné au poste de Mélnebourg.

Résolu que le maire soit autorisé à payer au capitaine de la garde une somme de cent piastres par an, pour le luminaire, l'encre, le papier et les plumes, nécessaires aux divers postes de cette municipalité.

Résolu que toutes ordonnances précédemment passées pour l'organisation de la garde de la troisième municipalité soient et demeurent rappelées.

M. Duvigneaud ayant obtenu la dispensation des règles, a présenté les résolutions suivantes qui ont été adoptées :

Attendu qu'il est notoire que deux nègres marrons, dont un nommé Squire, appartenant à M. Debuys, et l'autre nommé James, appartenant au Dr. Kerr, se sont rendus coupables de plusieurs déprédations, vols et assassinats, et attendu qu'il existe de fortes présomptions que lesdits nègres soient coupables du meurtre horrible qui a été commis auprès du bayou Cochon.

Résolu que le recorder soit autorisé à offrir et à faire payer sur son mandat, une somme de cinquante piastres pour l'arrestation de chacun nègre marron qui sera pris dans le bois, en outre des deux dénommés ci-dessus.

Résolu que le recorder soit autorisé à organiser des détachemens de chasseurs ou autres personnes pour les envoyer à la poursuite des nègres marrons qui infestent les bois dans la troisième municipalité.

M. Lesseps présente les résolutions suivantes, les quelles après le [illegible] des règlemens, ont été adoptées :

Résolu, que le trésorier soit autorisé de recevoir de M. E. W. Nye, collecteur des droits sur les levées, la somme de neuf cent soixante dix-huit piastres et cinquante cents, montant des collectes faites par lui, du 1er. au 31 mai inclusivement, conformément aux comptes rendus par lui sous la date du 8 juin 1836, et que le dit collecteur soit déchargé de toutes les responsabilités concernant les collectes de cette municipalité.

Résolu, qu'il sera du devoir du secrétaire de transmettre une copie authentique de la présente résolution à M. Nye.

Les résolutions suivantes ont été présentées par M. Lessieps :

Résolu, que le maire est autorisé à acheter pour la somme de six mille piastres, à un et deux ans de terme, de M. Petitpain, pour la troisième municipalité, un lot de terre situé au faubourg Washington, quartier Dousson, d'après un plan dressé par Joseph Pilié, voyer, en date du 27 courant, et à fournir en paiement les billets de la municipalité, aux termes stipulés ci-dessus.

Résolu, qu'il soit nommé un comité de deux membres auquel sera adjoint le recorder, pour traiter de l'achat du terrain dans l'îlet offert par M. Petitpain.

Résolu, qu'il sera du devoir de voyer de faire immédiatement entourer l'îlet acheté de M. Petitpain, pour servir de dépôt de matériaux de pavage et autres objets, et y faire construire des hangards nécessaires pour le travail dans ouvriers et autres.

M. Duvigneaud présente la résolution suivante :

Résolu, que le recorder est autorisé à recevoir l'offre de M. Bilque, pour le don du loyer d'une maison située à Milneboung, pour l'espace d'un an, pourvu que la municipalité se charge de réparer la maison et de la remettre en bon état au bout de ce temps.

M. Duvigneaud introduit la résolution suivante, la quelle est renvoyée à la prochaine séance :

Résolu, qu'il est expressément défendu de déberquer du bois de construction, planches, pieux, bardeaux, bois de chauffage, briques dans cette partie du port comprise entre le milieu de la rue de l'Esplanade et le côté Est de la promenade des Champs Elysées, sous peine d'une amende de cinquante piastres à chaque contravention, qu'il sera du devoir du wharfinger et autres gardiens des levées de poursuivre pardevant toute cour compétente.

Résolu, que cette partie du port en face de la moitié supérieure de l'îlet compris entre la rue Louis et la rue Pidgé est et demeure réservée au débarquement de bois de corde, des fagots, pieux, bardeaux, bois de charpente, briques, jusqu'à nouvel ordre du conseil.

Résolu, que l'article dix-huit d'une ordonnance concernant la construction d'une nouvelle levée dans le septième district et pour d'autres objets, passée par le conseil de ville de la Nouvelle-Orléans le neuf octobre mil huit-cent trente cinq est et demeure rappelée pour ce qui regarde cette municipalité.

Sur motion, le Conseil s'ajourne à mercredi prochain.

RELATIONS ENTRE LES ETATS-UNIS ET LE MEXIQUE.

Documens Officiels.

Réponse du soussigné, Manuel Eduardo de Gorostiza, à la communication verbale à lui faite par M. Forsyth, dans la conférence qui a eu lieu entre eux, le 29 avril 1836, au Département de l'intérieur ; de laquelle conférence il a reçu un memorandum dudit département, le 21 du même mois.

Dans la conférence du 20 avril, M. Forsyth a jugé à propos de communiquer au soussigné, une mesure que le gouvernement américain se proposait de prendre, concernant les affaires du Texas ; et le soussigné immédiatement considérant cette communication comme de haute importance, a reconnu franchement son incapacité pour en connaître de la manière appropriée et a prié M. Forsyth, dans la vue de prévenir tout mal-entendu de la part du soussigné, de lui faire l'honneur de lui représenter par écrit et sous la forme d'un simple memorandum, ce qu'il venait de lui communiquer. M. Forsyth a accédé à cette demande avec sa politesse accoutumée, et le jour suivant a envoyé au soussigné le memorandum réclamé.

De ce memorandum il résulte que M. Forsyth a dit au soussigné dans la dite conférence :—Qu'en conséquence de la lutte existant dans le Texas, des gouvernemens de quelques citoyens des Etats Unis sur la Rivière Rouge, et de l'appréhension des intentions hostiles des Indiens de Mexique contre les Etats-Unis, et de ceux des Etats-Unis contre le Mexique, des ordres avaient donnés au général Gaines de prendre avec les troupes de l'armée des E.U. une position qui le mît en état de préserver le territoire des E.-Unis du Mexique des ravages des Indiens, et le territoire des Etats-Unis d'Amérique de toute violation de la part des des Mexicains, soit des Texiens, soit des Indiens, pendant les troubles malheureusement existant dans cette contrée ; que les troupes des Etats-Unis recevraient l'ordre de protéger les commissaires et ingénieurs des deux gouvernemens partout où l'on pourrait les rencontrer dans l'exécution de toutes instructions et de tous pouvoirs donnés pour l'accomplissement du traité de démarcation entre les Etats-Unis et les Etats-Unis du Mexique ; que si les troupes, dans l'accomplissement de leurs devoirs s'avançaient au-delà du point supposé par le Mexique former la limite des Etats-Unis, l'occupation de cette position ne devrait pas être prise pour une marque d'intentions hostiles, ou pour un désir d'établir une possession ou une prétention qui ne fut pas reconnue par le traité de délimitation ; que cette occupation ne serait que de précaution et provisoire et que la position serait abandonnée (après la ligne tirée et les limites marquées) aussitôt que les troubles auraient cessés dans ce pays ; ces troubles en étant le seul motif.

Il égard du premier point, le soussigné reconnaît le droit des rues du gouvernement des Etats-Unis, dans le désir de préserver leur territoire de toute espèce de violation, de s'il ne peut être fait aucune objection plausible à ce sujet, ainsi longtemps que le général Gaines restera dans les limites connues des Etats-Unis. Il pense donc qu'il est de son devoir de faire observer à M. Forsyth, en profitant avec plaisir de cette circonstance, que le gouvernement Mexicain sait trop combien est sacré le territoire de chaque nation voisine, pour n'avoir pas donné les ordres les plus précis aux commandans des troupes nationales dans le Texas, de respecter et de faire respecter les frontières du territoire des Etats-Unis. Il profite aussi de cette occasion pour exprimer des remercîmens au nom de son gouvernement pour les instructions données au général Gaines afin de préserver le territoire mexicain des outrages des Indiens des Etats-Unis ; et il se flatte, qui de même, et d'après ce principe d'équité et de bonne foi envers le Mexique, des ordres seront donnés en même temps à ce général, pour qu'il s'oppose à toute entreprise des Texiens qui voudraient franchir la frontière armé, ou sous le titre de colon, dans le but de se joindre aux rangs des rebelles.

Le soussigné croit aussi qu'il serait convenable que les troupes du général Gaines protégeassent, en cas de besoin, les opérations des commissaires et ingénieurs, qui sont chargés de fixer et indiquer la ligne de division entre les deux pays, et qui doivent se réunir dans le Natchitoches, dans l'année à partir du 30 avril 1836. dans de la signature de la convenida par laquelle cette obligation est imposée ; et le soussigné peut donner immédiatement l'assurance que les troupes mexicaines contribueront également au même objet, toutes les fois que cela sera jugé nécessaire, d'autant mieux que les intérêts des deux gouvernemens sont les mêmes, et qu'ils ont conséquemment des mêmes égoux de faire tout ce qui sera utile pour atteindre ce but d'une manière solide et prompte.

Mais en ce qui touche la supposition contenue dans le troisième point de la communication, le soussigné ne peut concevoir qu'il puisse être réalisé, persuadé qu'il est que le gouvernement des Etats-Unis ne peut vouloir insister sur un acte, qui, s'il s'accomplissait, serait évidemment préjudiciable aux droits et aux intérêts d'une nation indépendante et amie. Le soussigné conçoit que, quelle que position que le général Gaines puisse prendre au delà des limites connues des Etats Unis, ce ne peut être à un autre titre que celui qui appartient au territoire mexicain ou qui doit lui appartenir, jusqu'à ce que les commissaires et ingénieurs (les seuls juges dans l'affaire, d'après le traité de 1828) aient jugé contre le Mexique et adjugé une portion de ce territoire aux Etats Unis, sur le fondement qu'elle est comprise dans la ligne convenue. En même temps, le Mexique a en sa faveur le droit d'une possession constante, pendant laquelle il y a exercé sous les actes de souveraineté, rendu des lois, nommé des autorités, tenu des garnisons, disposé de la force.

Enfin on allègue que les Etats-Unis ont, à diverses époques depuis la cession de la Louisiane réclamé telles ou telles parties du Texas, ou qu'il existe encore des doutes quant à la nature ou la dénomination de telle ou telle localité, le 3ème. article du traité de 1828 met fin à toutes les prétentions des parties contractantes, en fixant une ligne de division et en confiant à des arbitres, par l'autorisation de tracer cette ligne, la faculté de résoudre tous les doutes et d'aplanir toutes les difficultés. C'est donc d'eux que dépend la décision, et ce n'est que qu'après cette décision que le présent *statu quo* peut justement cesser d'exister. Telle a été sans doute la pensée de M. Butler, chargé d'affaires des Etats-Unis, lorsque pressant le ministre des relations extérieures du Mexique, le 21 décembre 1834, à propos de la nécessité d'une prompte exécution du dit 3ème. article du traité de délimitation, il ajouta, " qu'il ferait seulement observer que le Mexique occupait actuellement un vaste territoire que le gouvernement du soussigné considérait comme appartenant légitimement aux citoyens des Etats-Unis, d'après l'interprétation naturelle de tous les traités conclus à ce sujet ; et que comme il était bien connu que non seulement le gouvernement du Mexique, mais encore celui des Etats Unis, avaient déjà concédé une partie de ce territoire aux habitans du pays qu'à des étrangers, la prompte conclusion de cette affaire devenait de plus en plus urgente."

Pour le exister un avon plus explicite que celui ci-dessus rapporté de M. Butler, de la possession par le Mexique de la partie qu'il considérait comme appartenant aux citoyens des Etats-Unis, et de la convention que le seul moyen de terminer légalement l'état de choses dont il se plaignait, était de donner au traité son plein et entier effet

Que la mesure en question non seulement porte atteinte aux droits du Mexique comme nation indépendante, mais encore qu'elle blesse ses intérêts, c'est ce qu'il est très facile de prouver. La présence d'un corps de troupes aussi nombreux sur le théâtre même de la guerre, ne peut manquer d'embarrasser les opérations de l'armée mexicaine, de favoriser indirectement les Texiens et de créer le risque constant d'une collision. Plus le général Gaines s'avancera, plus restreint sera le cercle dans lequel les parties belligérantes pourront se mouvoir, et plus grande sera la nécessité de s'approcher du cordon formé par les troupes des Etats-Unis.

Et dans un pays aussi vaste et aussi déposplé que le Texas, ne serait-il pas impossible de déterminer la ligne précise de ce cordon, par une chaîne de postes suffisamment liés ensemble ? Qui peut alors empêcher les Texiens, s'ils se trouvent accidentellement poursuivis par des détachemens mexicains, de chercher un refuge dans la ligne qui ne sera pas gardée ? Comment les Mexicains auront-ils connaissance d'une telle violation, pour y remédier sur-le-champ ? Et comment les troupes des Etats-Unis agiront-elles soit avec les Texiens qui se placeraient ainsi en quelque sorte sous leur protection, soit avec les Mexicains qui, entraînés par l'ardeur du combat, les poursuivraient pour les prendre ? Le soussigné frémit à l'idée des maux que le plus léger incident peut occasionner dans l'un de ces cas, pour l'un et l'autre pays qui ont tant de motifs de s'estimer mutuellement et dont les relations sont aujourd'hui si franches et si amicales.

Si le soussigné ne peut, quant à présent, admettre (comme il l'a démontré par les raisons qu'il a données) la supposition que le général Gaines puisse prendre position sur un territoire possédé par le Mexique, jusqu'à ce que la ligne de division entre les deux pays ait été marquée d'après les termes de l'article 3 du traité de délimitation, comment pourrait-il admettre la supposition qui termine la communication de M. Forsyth ?

Que le général Gaines n'abandonnât la position prise, indemnisant elle se trouverait dans les limites assignées au Mexique, qu'après que les troubles du Texas seraient apaisés, ce serait l'équivalent d'une véritable occupation militaire de portion du territoire du Mexique, et d'une intervention directe dans ses affaires domestiques ; et les Etats Unis ne pouvent en aucune manière désirer ce résultat, ni l'envisager avec satisfaction, en considérant l'état de leurs relations existantes avec le Mexique.

Le soussigné conclut, en exprimant l'espoir que le gouvernement américain voudra bien considérer ces observations en considération, et qu'il ne se présentera aucune circonstance qui puisse autoriser le général Gaines à prendre la position avancée à laquelle cette réponse fait allusion.

M. E. GOROSTIZA.

CANDIDATS.

☞Nous sommes autorisés à annoncer que M. Isaac Preston sera soutenu à la prochaine élection, pour représenter la paroisse Jefferson, à la législature par

1 juil BEAUCOUP D'ELECTEURS.

Le ticket suivant sera soutenu par un grand nombre de votans des trois Municipalités.

J. R. Grymes, C G De Armas
J Slidell E A Canon
H Pedesclaux, A Grailhe
C Daunoy.

☞Nous avons été priés d'annoncer M. J.B. Vrone, comme candidat pour la place d'alderman du 3e. district de la 1ère municipalité, en remplacement de M Roselius, démissionnaire. 30 juin

Nous sommes autorisés à annoncer M. P. A. Delachaise, comme candidat à la prochaine élection de sénateur pour la Paroisse Jefferson.

UN GRAND NOMBRE DE VOTANS.

25 juin☞

Nous sommes autorisés à annoncer que M. J. M. Fletras sera soutenu à la prochaine élection de représentans par

UN GRAND NOMBRE DE VOTANS.

24 juin—☞

☞M. AUGUSTIN LARA est candidat pour la place d'alderman du second district de la troisième municipalité, en remplacement de Philippe Guesnon, démissionnaire. Il sera généralement soutenu par tous ceux qui désirent la p. cpérité de la municipalité.

23 juin☞

Mr. A. Rousseau sera soutenu comme candidat en remplacement de Mr. P. Guesnon, pour la place d'Alderman du 2nd district de la 3me Municipalité, par

UN GRAND NOMBRE DE VOTANS.

Les personnes dont les noms suivent seront soutenues comme Représentants à la Législature d'Etat par une très grande majorité des votants de la troisième municipalité.

A. W. Pichot, A. Grailhe,
John Gathertson, J. P. Fréret,
L. Davignaud, J. Kirkham, Jr.
W. C. C. Claiborne.

M. Ephegon Sossat, sera soutenu par un grand nombre de votans à la prochaine élection, pour représenter la paroisse Jefferson, à la législature d'Etat.

17 juin—☞ PLUSIEURS ELECTEURS.

Mr. James McElheney, sera soutenu comme Représentant de la paroisse de Jefferson, à la prochaine Législature de cet Etat.

Un grand nombre de Votans.

M. E. Montreuil sera soutenu à l'élection prochaine de Représentans à la Législature par un

GRAND NOMBRE D'ELECTEURS.

M. W. C. C. Claiborne sera soutenu à la prochaine élection des Représentans à la Législature.

VOX POPULI.

L'honorable Charles Derbigny, sera soutenu comme Sénateur de la paroisse de Jefferson, à la prochaine Législature de cet Etat.

Un grand nombre de Votans.

M. l'Editeur,

Veuillez annoncer que M. Solomon Hays sera soutenu à la prochaine élection des représentans à la législature d'état par

DES CENTAINES DE VOTANS.

15 juin—18

(Communiqué.)

Le ticket suivant sera soutenu à la prochaine élection de représentans à la Législature de l'Etat de la Louisiane par un

GRAND NOMBRE D'ELECTEURS.

John R. Grymes, B. Marigny
C. G. De Armas, E. J. Forstall,
Lewis Allard, C. Daunoy.
E. A. Canon.

Communiqué.

Nous sommes autorisés à annoncer M. Hiram Pendleton pour soutenu à la pro. représentans par un grand nombre de Votans de la 3me. Municipalité.

Le soussigné conclut, en exprimant l'espoir que le gouvernement américain voudra bien considérer ces observations en considération, et qu'il ne se présentera aucune circonstance qui puisse autoriser le général Gaines à prendre la position avancée à laquelle cette réponse fait allusion.

M. E. GOROSTIZA.

COMMERCIAL.

Nouvelle-Orléans, 30 Juin 1836.

COTON.

129 balles	Mississipi,	16
29 do	do	15
1150 do	Tenessee,	12½
128 do	Alabama (camp crop)	14½
300 do	O District,	13½
90 do	Texas,	16½

9065

Liverpool, 20 mai.

Lundi passé le marché a été très-actif ; une vente de 4000 balles ayant eu lieu ; mais à l'exception de cette transaction la demande a été très-limitée. Quant aux prix nous ne croyons pas nécessaire de réduire nos quotes quoiqu'elles ne soient pas maintenues, surtout dans les qualités ordinaires et inférieures ; 150 balles de coton américain et 50 de Pernambuco ont été achetées par spéculation et 50 Surat pour exportation.

Vente de la semaine 2190 balles Mardi 9 1/4 à 11 1/8 ; 3660 Orléans 7 3/4 à 12, 2550 Alabama 9 3/8 à 11 3/8, 120 Sea Island 20 à 30 1/2 ; 830 Pernambouc 12 à 14 3/8, 960 Maranhan 10 3/4 à 14 ; 280 Bahia 12 à 13, 150 Egyptien 14 1/2 à 17 ; 520 Surat 6 à 8 1/2 ; 30 Madras 7 1/2, 10 Demerara 15 1/4 ; 200 Peruvian en grains 3—total, 16510.

Liverpool, 21 mai.

Coton—Quelques dispositions se sont manifestées au commencement de la semaine, d'acheter plus libérament, et les prix de vendredi passé ont été maintenus, cependant, les demandes ont été, depuis, limitées, et le marché s'est fermé à un déclin d'un tiers de penny sur les cotons communs américains, et un demi à un quart de penny par livre dans les cotons du Brésil de qualité inférieure. Les spéculateurs ont acheté 150 balles de Pernambouc ; les ventes se montent à 14,500 130 balles de Sea Island. de 30 à 32d ; 2190 balles Georgie de 9 1/4 à 11 1/2 ; 2550 balles Mobile, Alab. 7 3/4 à 12 d. ; 2660 N. Orléans de 8 3/4 à 12 1/4 d.

Liverpool, 23 mai.

La demande pour le coton a été bonne samedi et aujourd'hui aux prix de vendredi passé. Les ventes de samedi se sont élevées à 1500 balles, et aujourd'hui à 3000.

London, 21 mai.

Le cours des métalliques sur notre place a malheureusement changé depuis quelques jours, et l'on craint beaucoup qu'il n'y ait de fortes importations d'or en Amérique. Si cela avait lieu, nous nous trouverions bientôt, vû l'immensité de nos affaires, dans une grande pénurie d'espèces.

London, 21 mai

Au même qui avait longtemps régné à la bourse a succédé la plus grande agitation. Chacun paraissait aujourd'hui disposé à vendre les décorations de toute les gouvernement. Les espèces, comme on devait s'y attendre, étaient très-recherchées. On a vu avec plaisir dans les prix courans du 24 avril, qui ont été reçus en ville, que le change était toujours à la hausse. S'il n'en eût pas été ainsi, nul doute qu'il serait sorti de pays des sommes immenses en or. La crainte de cet événement a suffi pour élever de un pour cent par an le prix des espèces.

Liverpool, 21 mai.

Nous avons été enchantés d'avoir observé par vos côtes du 24 avril que les changes ont encore une apparence de hausse : s'il en est autrement, nous n'avons eu aucun doute qu'une quantité d'or considérable eût été envoyée. La simple appréhension de cela a produit un effet considérable sur notre marché ; la valeur de l'argent ayant augmenté depuis les 4 ou 5 derniers jours d'environ 1 pour cent par an.

On dit qu'une partie de l'emprunt contracté par la Banque des Etats-Unis, se montait à 150 mille livres sterling va être envoyée tout en or, par le premier ou le second paquebot de Londres.

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Entrées.

Goll, Orient, Morgan, de Marks, capitaine.

Arrivés.

Bateau de remorque Porpoise, Martin, des passes, a amené le navire Hunterville, et les goélettes Arrevido et Flora.

Navire Hunterville, Clark, de New York.
Goélette Arrevido, Rexach, 7 jours de Matamoras.
Goélette Flora, Appleman, de la Mobile,
Bateau à vap Bayou Sara, Laurent, Bayou Sara.
Bateau à vap Despatch, Strock, Lafourche,
MEMORANDA.—Le Majesty et le Louisiana sont arrivés au Hâvre le 16 mai.

Marié à la Mobile (Etat de l'Alabama), le 23 juin dernier, par le révd. abbé Loras, M. Jules Morel Gurransond à Mlle. Louise Adèle Ranson, tous deux de la paroisse St. Charles, (Louisiane.)

POMPIERS—Une assemblée générale des Pompiers de toutes les compagnies aura lieu au Café Armstrong, rue du Canal, samedi soir à 8 heures, afin de faire les arrangemens nécessaires pour l'anniversaire de notre indépendance, et pour d'autres affaires très importantes aux dites compagnies. 1er juil—3

Banque des Commerçans et Négocians,
Nlle. Orléans, 30 juin 1836.

LES directeurs ont déclaré ce jour un dividende de quatre pour cent, pour les six derniers mois, qui sera payable après le 5 juillet.

1 juillet SAM. C. BELL, caissier.

MAIRIE DE LA NLLE. ORLEANS.

Conseil de la 1re Municipalité—Séance du 17 juin 1836.

Résolu que le maire soit et demeure autorisé à offrir une récompense au nom de la Première Municipalité d'une somme de mille piastres pour la découverte et conviction de tout incendiaire qui serait surpris mettant le feu dans aucune partie de cette municipalité.

(Signé,) PAUL BERTUS, recorder.

Approuvé le 20 juin 1836.

Signé, D. PRIEUR, Maire.

Pour copie conforme,

THEARD Jr, Secrétaire.

ORDONNANCE

concernant l'incorporation des parties non incorporées dans la Première Municipalité.

Le Conseil de la Première Municipalité arrête ce qui suit :

Art. 1er. Toutes les parties non incorporées qui se trouvent dans la première municipalité sont et demeurent incorporées dans toutes les limites de ladite municipalité, ainsi que ses limites sont décrites dans l'acte du 8 mars 1836, concernant la division de la ville.

Art. 2. Lesdites parties de la première municipalité, incorporées par la présente ordonnance seront taxées conformément aux ordonnances maintenant en vigueur.

Art. 3. Le syndic qui a été nommé pour cette partie de la ville qui comprend les établissemens du bayou St Jean demeure dans l'exercice de ses devoirs au salaire qui lui a été alloué, et ses devoirs resteront tels qu'ils ont été définis par les ordonnances préexistantes.

(Signé,) PAUL BERTUS, recorder.

Approuvé le 20 juin 1836.

(Signé) D. PRIEUR, maire.

Pour copie conforme,

THEAD, Jr. Secrétaire.

TRAITES sur France, à vendre par
LEGENDRE & GAMORY,
1 juil no. 47, rue Toulouse.

VENTES
PAR LE REGISTER DES TESTAMENS.

SUCCESSION de Hébrard—Vente par le Régister des Testaments—Jeudi, quatrième jour d'août 1836, à midi, à la Bourse, encoignure des rues de Chartres et St. Louis, en vertu d'un ordre de l'honorable Cour des Preuves dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans, j'exposerai en vente publique à l'enchan, pour compte de la succession de feu dame Marie Melanie Nicolas, décédée épouse d'Antoine Hébrard, et aussi pour compte de la communauté qui a existé entre la dite défunte et son mari Antoine Hébrard, les esclaves et propriétés foncières, savoir :

1°. Paul, nègre âgé d'environ dix huit ans, domestique de maison ;

2°. Pauline, négresse âgée d'environ dix-huit ans, domestique de maison, maladive.

3°. Edmore, nègresse âgée d'environ trente-huit ans, cuisinière et blanchisseuse.

4°. Peggy, négresse âgée d'environ dix ans, domestique de maison.

Conditions : Six et douze mois de crédit, en billets endossés à satisfaction portant hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement.

Propriétés foncières :

1°. Une portion de terrain située au faubourg La Course, faisant partie du terrain désigné par le numéro un de l'îlet numéro cinquante six, ayant mesure française, vingt huit pieds à la rue des Magasins, sur cent vingt pieds de profondeur, borné d'un côté par M. Joseph Garcia, et de l'autre par Pierre Liotaud.

Conditions : comptant.

2°. Un lot de terre situé en cette ville, au faubourg Ste. Marie, rue de la Commune, entre les rues Philippa et du Cirque, mesurant trente quatre pieds de face à la rue de la Commune, sur cent cinquante pieds de profondeur, borné d'un côté par l'autre portion dudit terrain, et de l'autre par la propriété de M. Trépagnier, avec corps de bâtisses nouvellement construits.

Conditions : Dix et douze mois de crédit, en billets endossés à satisfaction portant hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement.

3°. Un emplacement situé au faubourg Ste. Marie, faisant face aux rues de la Commune et Gravier, et s'étendant d'une rue à l'autre, entre les rues Baronne et Chaudelet, et mesurant trente pieds plus ou moins de face à chacune desdites rues de la Commune et Gravier, sur deux cent quarante deux pieds de profondeur de l'une à l'autre rue, mesure française, avec les bâtisses y construites, borné du côté de la rue Caronde et Chaudelet, par dame Jeanne Chaudelet, et du côté de la rue Baronne par la propriété qui vient d'être décrite.

Conditions : L'acquéreur se chargera du paiement, 1° de la somme de six mille cent cinquante piastres, montant de dix huit billets, la moitié desquels billets de trois le dix huit février mil huit cent trente sept, et l'autre moitié le dix huit du mois d'août de la même année ; 2° celle de trois mille soixante quinze piastres comptant, et la